

ARRÊTÉ n° 1173 du 01 JUIL. 2024

Portant attribution d'une subvention de l'Etat au titre du fonds de secours pour  
l'outre-mer  
à la **commune des Aviron**s

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**

- VU** la loi du 19 mars 1946 érigeant en département français la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jérôme FILIPPINI, préfet de la région Réunion, préfet de la Réunion ;
- VU** l'arrêté n° 722 du 03 mai 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie INFANTE, secrétaire générale pour les affaires régionales et à ses collaborateurs, placés sous son autorité ;
- ;VU** la circulaire du 11 juillet 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'aide du fonds de secours pour l'outre-mer ;
- VU** la décision du comité interministériel du fonds de secours (CIFS) du 14 juin 2024 ;
- VU** les crédits mis à disposition par le responsable du programme, au titre de l'action 6 du BOP 123,

Sur proposition de l'État-Major de Zone,

Sur proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 : montant et destination de la subvention**

Une subvention de **12 147,43 €** (douze mille cent quarante-sept euros et quarante-trois centimes) est attribuée à la commune des Avirons représentée par son maire pour les travaux de remise en état de la voirie suite à l'épisode cyclonique allant du 14 au 16 janvier 2024.

**ARTICLE 2 : composition de l'assiette subventionnable**

La liste des postes de dépenses constitutives de l'assiette subventionnable figure dans l'annexe financière jointe au présent arrêté.

**ARTICLE 3 : délai de réalisation des travaux**

L'ensemble des travaux devra être réalisé et acquitté **le 31 décembre 2024** au plus tard.

**ARTICLE 4 : modalités de liquidation de la subvention**

La subvention accordée représente 35% de la base subventionnable retenue par le comité interministériel du fonds de secours.

Le versement de la subvention s'effectuera

1) sur présentation :

- d'un bilan d'exécution des travaux précisant notamment les règles de la commande publique observée pour leur mise en œuvre ;
- des justificatifs attestant la réalisation effective des travaux et leur conformité au dossier présenté à l'appui de la demande de subvention ;
- de l'état de mandatement visé du comptable public de la collectivité.

2) par application du taux de 35 % susvisé aux dépenses présentées, justifiées, sous réserve de ne pas dépasser le montant maximal cité à l'article 1.

**Le dépôt des documents exigés pour l'instruction de la liquidation devra obligatoirement être effectué avant le 31 mars 2025, date d'apposition du tampon d'arrivée de la préfecture de la Réunion faisant foi.**

A défaut, la subvention sera déclarée caduque et ne donnera lieu à aucun paiement.

**ARTICLE 5 : versement de la subvention**

Sous réserve de disponibilité des crédits, le mandatement de la subvention s'effectue en une seule fois, au terme de la vérification des pièces de solde produites dans le délai imparti par l'article 4 et de leur éligibilité.

La dépense est imputée sur les crédits du programme 123 du ministère de l'intérieur et des outre-mer, domaine fonctionnel : 123-06-16 – activité : 012300000502.

---

**ARTICLE 6 : obligations de la collectivité bénéficiaire.**

La collectivité est tenue de :

- respecter les délais fixés par le présent arrêté ;
- se soumettre à tous contrôles sur pièces ou sur place effectués par ou pour le compte des services de l'État pendant et postérieurement à l'exécution du présent arrêté ;
- assurer la publicité du financement de l'État sur les panneaux de chantier.

Le non-respect total ou partiel des termes du présent arrêté par le bénéficiaire expose à son abrogation de plein-droit, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure. Le délai consenti au bénéficiaire pour faire valoir ses arguments est également fixé à quinze jours à compter de la présentation de la lettre recommandée précitée.

**ARTICLE 7 : Validité de l'arrêté**

L'arrêté entre en vigueur à la date de sa notification au bénéficiaire et prend fin au plus tard le **30 avril 2025**.

**ARTICLE 8 : Recours**

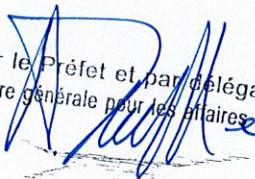
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Saint-Denis sis 27, rue Félix Guyon à SAINT-DENIS (97400) dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa notification au bénéficiaire.

**ARTICLE 9 : Dispositif exécutoire**

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de son annexe technique, qui seront notifiés à la collectivité bénéficiaire et publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de La Réunion.

Saint-Denis, le 01 JUIL. 2024

Pour le Préfet et par déléguation  
La secrétaire générale pour les affaires régionales



**Nathalie INFANTE**

4  
ANNEXE FINANCIERE

<i>Localisation</i>	<i>Domage - Type de demande</i>	<i>Montant des aides Demandées (en € HT)</i>	<i>Montant recalculé (déduction de travaux d'amélioration)</i>	<i>Assiette retenue après abattement pour obsolescence (€ HT)</i>		<i>Montant de l'aide (en € HT) Taux de 35 %</i>	<i>Remarques</i>
<b>Les Avirons Voiries</b>							
Rue du Stade	Réparation de chaussée dégradée	20 988,50 €	20 988,50 €	Abattement de 10%	18 889,65 €	6 611,38 €	<i>Les quantités et linéaires présentés sont cohérents</i>
Chemin Lacroix	Réparation de chaussée dégradée	19 771,60 €	19 771,60 €	Abattement de 20%	15 817,28 €	5 536,05 €	<i>Les quantités et linéaires présentés sont cohérents</i>
<b>Bâtiments</b>							
Mairie des Avirons 61 Avenue du Général de Gaulle	Travaux d'étanchéité + reprise du faux plafond	13 701,90 €	0,00 €		0,00 €		<i>Infiltration et dégradation du faux plafond. Les dommages sur biens immobiliers sont exclus du champ d'application du Fonds de Secours Outre-Mer</i>
Bureau DST - Services Techniques 52 Avenue du Général de Gaulle	Remplacement de la menuiserie et pose d'un volet roulant	2 789,00 €	0,00 €		0,00 €		<i>Infiltration au niveau de la menuiserie aluminium. Les dommages sur biens immobiliers sont exclus du champ d'application du Fonds de Secours Outre-Mer</i>
Ecole Paul Herman 50 Avenue du Général de Gaulle	Réparation ascenseur	3 587,12 €	0,00 €		0,00 €		<i>L'ascenseur a subi des inondations (cage remplie) pendant le cyclone Belal. Des dégâts ont été engendrés par ces eaux sur divers équipements de l'ascenseur. Pour des questions de sécurité, l'ascenseur a dû être mis à l'arrêt (cf rapport de la société Otis en charge de l'entretien de l'ascenseur). Les dommages sur biens immobiliers sont exclus du champ d'application du Fonds de Secours Outre-Mer</i>
<b>TOTAL</b>		<b>60 838,12 €</b>	<b>40 760,10 €</b>		<b>34 706,93 €</b>	<b>12 147,43 €</b>	